

Guantanamo, cinq ans plus tard

Alexandre Sirois

La Presse, 10 janvier 2007

La prison de Guantanamo est aujourd'hui le symbole des ratés de la guerre contre le terrorisme de George W. Bush. Cinq ans après l'arrivée des premiers détenus, Michael Ratner, avocat américain qui coordonne leur défense, affirme que la Maison-Blanche a menti sur toute la ligne à leur sujet.

L'avocat new-yorkais Michael Ratner ne se faisait pas d'illusion sur la nature de ses clients, il y a cinq ans, lorsqu'il a décidé de prendre la défense des prisonniers de Guantanamo.

Il croyait qu'il allait représenter les « pires d'entre les pires ».

L'expression avait été utilisée par le secrétaire à la Défense d'alors, Donald Rumsfeld, peu après le transfert des 20 premiers détenus à Guantanamo, le 11 janvier 2002.

Quatre mois jour pour jour après les attentats terroristes du 11 septembre, Rumsfeld avait présenté ces prisonniers comme de dangereux tueurs.

« Je me suis lancé dans cette cause en pensant que je représenterais les pires d'entre les pires, mais en me disant que chaque être humain a le droit d'être entendu devant un tribunal », a indiqué Ratner hier, joint à son bureau à New York.

« Depuis, on a démontré que j'étais vraiment naïf à ce sujet. Les gens qui ont abouti à Guantanamo n'étaient pas ceux qui nous ont attaqués. Ce n'étaient pas des terroristes ou des membres d'Al-Qaeda », a précisé le célèbre défenseur des droits humains.

À l'époque, les Américains étaient encore profondément traumatisés. Ratner a été menacé. On l'a traité de traître. « Les gens nous détestaient. Ils ne comprenaient pas qu'on puisse défendre des terroristes. »

Cinq ans plus tard, le vent a tourné. L'avocat, président du Center for Constitutional Rights (CCR), coordonne dorénavant un réseau de quelque 500 avocats qui défendent les droits de ces détenus.

Et Ratner n'est plus seul à dénoncer leur statut spécial de « combattants illégaux », privés des droits prévus par la convention de Genève.

Fermer Guantanamo?

L'existence même de la prison américaine située à Cuba, où on a fait état de nombreux sévices et actes de torture, est dénoncée aux quatre coins du monde. De nombreuses manifestations seront d'ailleurs organisées cette semaine.

Le principal allié de Washington, le premier ministre britannique Tony Blair, a réclamé la fermeture de Guantanamo. À l'instar de plusieurs autres politiciens.

Le centre de détention a compté, à un certain point, environ 750 détenus. Pas tous des terroristes. Aujourd'hui, il en resterait 395, les autres ayant été renvoyés dans leurs pays d'origine et, dans la plupart des cas, libérés. Le Pentagone affirme que 86 de plus seraient sur le point de subir le même sort.

Parmi les premiers clients de Ratner figuraient d'ailleurs deux des trois Britanniques de Tipton, disculpés et relâchés en Mars 2004, dont le calvaire est raconté dans le docudrame Aller simple pour Guantanamo.

Cinq ans plus tard, aucun prisonnier de Guantanamo n'a encore été condamné pour quoi que ce soit.

Encore un trou noir

S'il y a quelque chose qui n'a pas changé, selon Ratner, c'est que la prison demeure un « trou noir » dans l'esprit de la Maison-Blanche.

« L'administration Bush affirme que personne n'a de droits juridiques à Guantanamo. Pas le droit d'avoir accès à un tribunal (pour contester sa détention), et s'ils sont traduits en justice, pas de droits constitutionnels ou internationaux », a expliqué l'avocat.

Les conditions des détenus se sont améliorées, mais ne sont pas encore « humaines », selon le CCR. Les avocats du centre ont parfois du mal à avoir des échanges constructifs avec leurs clients, ébranlés et dépressifs.

Ratner, pour sa part, en est rendu au point où il doute de tout. Il dit par exemple ne pas être certain que l'administration américaine traduira quelque 75 prisonniers devant des tribunaux militaires au cours des prochains mois, comme elle l'a annoncé.

« Au point où nous en sommes, je ne crois plus rien de ce que le gouvernement dit au sujet de quiconque à Guantanamo. Et je ne suis pas prêt à croire les preuves obtenues sous la torture ou la coercition », dit-il.

« Le gouvernement américain n'a fait que mentir depuis le premier jour, résume-t-il. Depuis que Rumsfeld a qualifié ces gens des pires d'entre les pires »